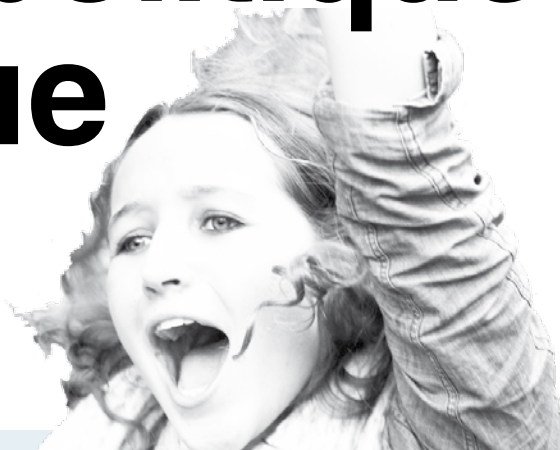


# Débats de politique économique et luttes



Depuis 2008-2009, on assiste à la multiplication d'interventions massives des États et des banques centrales pour soutenir le système financier et l'activité. Leurs dirigeants se prévalent d'intentions de transformation, sous le poids des nécessités, qui peuvent apparaître de grande ampleur. Mais cela reste limité, malgré certaines audaces suggestives, car il s'agit de transformations qui visent, par-dessus tout, à sauver le système en crise et l'ordre établi des intérêts qui le gouvernent. D'où, en pratique, une exacerbation des antagonismes, au lieu d'une sortie des difficultés, sans cesse annoncée et sans cesse ajournée, qui exigerait un dépassement.

La reprise de la croissance mondiale depuis le second semestre 2009 bute aujourd'hui sur des handicaps inédits. Elle porte en elle-même, toutes choses égales par ailleurs, le risque d'un nouvel éclatement du surendettement public et privé et de la suraccumulation mondiale de capitaux matériels et financiers, beaucoup plus grave qu'en 2008-2009.

Ce sont les tentatives mêmes de réponse capitaliste aux défis des révolutions informationnelle, écologique et monétaire qui précipitent de telles échéances. Elles engendrent inséparablement des luttes qui, si elles arrivent à faire jonction avec de grandes idées transformatrices nouvelles articulant objectifs sociaux novateurs, moyens financiers et pouvoirs, aux plans local, national, européen et mondial, pourraient ouvrir la perspective de constructions politiques alternatives de sortie des difficultés.

La crise systémique appelle donc des réponses de portée systémique tendant à maîtriser et commencer de dépasser tous les marchés du capitalisme mondialisé, au lieu d'essayer seulement d'en corriger les excès.

Au cœur des exacerbations actuelles, il faut pointer particulièrement l'antagonisme fondamental entre les potentiels de gains formidables de productivité des facteurs avec les technologies informationnelles, dans l'industrie et les services, et l'utilisation de ces potentiels d'économie de travail, non pour répondre aux besoins de développement social et culturel de toutes les populations, mais pour la rentabilité financière des capitaux accumulés contre l'emploi. Cela développe donc l'insuffisance rémanente de la demande mondiale.

Clairement, avec de tels progrès de la productivité, si on ne développe pas le débouché, avec particulièrement la formation, cela fait du chômage, ce qui accentue encore les insuffisances de demande et de qualifications avec, en corollaire, l'intensification d'une concurrence coupe-gorge, de la guerre économique.

Pour relever ce défi, il paraît crucial de miser sur une très grande expansion en coopération des services publics, en France, en Europe et jusqu'à l'échelle de toute la planète avec les biens communs à l'humanité.

En liaison avec cela, il apparaît nécessaire de transformer les gestions d'entreprise, dans un but d'efficacité sociale, et en coopération, pour partager les coûts et résultats des recherches, promouvoir l'essor de toutes les capacités humaines en économisant sur les gâchis de capitaux. Cela appelle une transformation des critères, des règles, des pouvoirs et du financement avec, au cœur, contre la domination de la finance de marché une autre utilisation de la monnaie et du crédit.

